Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la position de l'Union européenne face à l'hypothèse de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie et à la situation politique en Egypte, à Bruxelles le 21 août 2013.

2013-08-21

Nous avons examiné deux points aujourd'hui, d'abord ce qui s'est passé à Damas : la France condamne, de la façon la plus ferme, le massacre de Damas et exige une enquête immédiate. Les allégations selon lesquelles il y aurait eu une utilisation massive d'armes chimiques sont d'une gravité exceptionnelle, il y a une équipe des Nations Unies qui est à Damas en ce moment, il faut absolument exiger des autorités syriennes qu'elles permettent que l'équipe de l'ONU fasse son travail et c'est la position de la France. Je m'en entretiendrai ce soir même avec le président de la Coalition nationale syrienne, qui m'apportera, j'en suis sûr, des éléments sur cet aspect chimique qui est extrêmement grave.

Donc, bien sûr, c'est un aspect extrêmement important. L'autre aspect dont nous avons parlé c'est la situation en Egypte, où il y a une position européenne unanime - c'est une très bonne chose - à la fois pour condamner les violences, pour demander un dialogue politique, parce qu'il faut qu'on aille le plus vite possible vers des élections, d'une manière inclusive comme on dit. Sur le plan économique, nous avons décidé de maintenir notre aide à la population égyptienne, car la population égyptienne souffre déjà énormément, donc ce serait désastreux de retirer notre aide, même si on a un réexamen des relations. Et sur le plan militaire il a été décidé, c'est la position de la France, de suspendre toutes les livraisons d'armements qui pourraient avoir une utilisation interne et de réexaminer la coopération.

Mais ce qui paraît essentiel c'est à la fois la position européenne unanime qui a été prise, l'affirmation de nos principes et en même temps la volonté de garder le dialogue avec la population égyptienne et ses représentants, puisqu'il il faut que nous arrivions à faire bouger les choses, dans le respect bien sûr de la souveraineté égyptienne. Et nous sommes, en particulier nous Français, des amis de l'Égypte depuis extrêmement longtemps, nous souffrons de ce qui se passe là-bas et nous voulons essayer de faire le maximum pour que les choses aillent dans un sens positif, mais il y a encore beaucoup beaucoup de travail à faire.

Q - S'il est confirmé que des armes chimiques ont été utilisées, quelle sera la réaction de la France et de l'Europe ?

R - Ce ne sont pas simplement les réactions de la France j'espère mais de l'ensemble de l'Europe et de la communauté internationale. Vous savez que ces armes chimiques sont condamnées, il y a quelques pays dans le monde qui n'ont pas signé cette condamnation, parmi lesquels M. Bachar Al-Assad et la Corée du Nord, cela vous donne une idée, ... mais elles sont d'une gravité extrême. Nous savons que le régime possède des armes chimiques et donc il faut d'abord que leur utilisation soit établie, d'où la nécessité d'une enquête de l'ONU très rapide, puisqu'ils sont sur le terrain, et ensuite évidemment si c'est avéré, il y aura non seulement une condamnation internationale très forte et certainement des réactions précises. Ce sont des choses que nous suivons, pas seuls, avec les Britanniques, avec les Américains, avec les Russes, avec d'autres, depuis longtemps. On ne peut pas accepter qu'il y ait des massacres et, en plus, avec ces armes d'une dangerosité extrême, je rappelle qu'il s'agit d'ypérite, de gaz sarin, des choses qui nous rappellent des horreurs au moment de la guerre. La dernière fois que massivement du gaz de ce type avait été utilisé c'était dans le conflit irakien, par M. Saddam Hussein.

Merci.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 22 août 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188818-laurent-fabius-21082013-ue-et-armes-chimiques-en-syrie